



La politique du gouvernement a été rejetée !

Le gouvernement Raffarin vient d'être désavoué. L'offensive anti-sociale brutale, menée depuis deux années, a été massivement sanctionnée. L'augmentation du chômage, les privatisations, la suppression des allocations pour les chômeurs, les attaques contre l'Education nationale, la démolition du système de retraites ont été massivement rejetés.

Les luttes sociales qui se sont développées ces derniers mois se sont aussi traduites en désaveu de la politique du gouvernement. Les millions de salariés qui se sont opposés à la réforme Raffarin-Fillon, les enseignants qui ont refusé les plans de démantèlement de l'éducation nationale, les intermittents du spectacle, les chercheurs ont massivement rejeté la politique du gouvernement.

Le Front national confirme ses positions acquises lors de la dernière élection présidentielle. Il s'est enraciné dans une série de régions et constitue un vrai danger contre les libertés démocratiques et le mouvement ouvrier.

La sanction de la politique du gouvernement s'est manifestée par une poussée électorale du Parti socialiste et de ses alliés de la gauche plurielle. Mais ces voix ne signifient pas, pour autant, une confiance renouvelée de l'électorat populaire dans la politique de cette gauche.

LE VOTE LCR-LO, UN VOTE POUR SANCTIONNER LE GOUVERNEMENT, SANS AMNISTIER LA GAUCHE !

Le mode de scrutin de ces élections a favorisé les partis dominants. Ainsi, avec une augmentation du nombre de leurs voix, les révolutionnaires n'auront aucune représentation dans les conseils régionaux, à la différence des résultats des élections de 1998.

Les 5 % des électeurs qui ont choisi les listes LCR-LO ont sanctionné le gouvernement Chirac-Raffarin, tout en marquant leur désaccord avec la politique du Parti socialiste. Ils se sont retrouvés dans les objectifs

que nous avons défendus pendant la campagne comme l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, le refus des subventions aux patrons, l'exigence du contrôle de la population sur la marche de l'économie. Ils et elles portent un espoir pour les luttes futures.

C'est dans ce sens que nous mènerons ensemble la prochaine campagne des élections européennes.

CONTRE LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT UNITE DANS LES LUTTES !

Comme nous l'avons dit, lors de notre campagne électorale, nous ne donnerons pas de consigne de vote pour le 2ème tour.

Bien entendu, nos listes n'appelleront pas à voter pour la droite, ni pour l'extrême droite.

Nos électeurs se forgeront eux-mêmes leur opinion. Une partie d'entre eux s'abstiendra, une autre votera pour la gauche.

Nous faisons la différence entre les électeurs de gauche et ceux de droite, mais nous ne voulons pas cautionner la direction du Parti socialiste. A lui de faire des propositions pour convaincre les hommes et les femmes qui ont voté pour nos listes au 1er tour.

La LCR, quant à elle, continuera à défendre des mesures d'urgences pour prendre sur les profits et satisfaire les besoins sociaux, à préparer, dans l'unité, les luttes de demain pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Elle propose de se retrouver, lors des prochains jours, dans la mobilisation pour défendre l'assurance maladie et combattre les licenciements.

Le 21 mars 2004

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :